



Fédération des sciences humaines

PROCÉDURE D'ENQUÊTE SUR LES PLAINTES LIÉES AU CODE DE CONDUITE

Objectif

La Fédération des sciences humaines (la Fédération) entend veiller à ce que tous les participants aux activités de la Fédération aient droit à un environnement exempt de discrimination, de harcèlement et d'intimidation. Toutes les plaintes concernant une violation alléguée du Code de conduite seront prises au sérieux et donneront lieu à une enquête qui sera menée promptement et de manière appropriée. Les violations avérées du Code de conduite seront sanctionnées comme il se doit.

La présente procédure vise à décrire le processus en vertu duquel une plainte concernant une violation alléguée du Code de conduite, modifications comprises, peut être déposée, ainsi qu'à expliquer le processus d'enquête suivant le dépôt de la plainte.

Définitions

Société affiliée : Organisme dont la demande d'affiliation, présentée en vertu du règlement applicable de la Fédération, a été acceptée.

Plaignant : Partie ayant déposé une plainte alléguant une violation du Code de conduite.

Congrès : Congrès des sciences humaines, à savoir l'activité annuelle la plus importante de la Fédération.

Comité disciplinaire : Comité chargé de gérer les plaintes et de déterminer ou de recommander les sanctions appropriées. Tous les membres du comité disciplinaire sont tenus de suivre une formation.

Activité de la Fédération : Tout événement, qu'il se déroule en personne ou en ligne (y compris le Congrès) ou toute réunion (y compris les réunions des membres) accueillis ou organisés par la Fédération, ainsi que toute activité, discussion ou allocution liée aux événements, aux réunions, au mandat ou aux travaux de la Fédération.

Membre : Associations savantes, universités et collèges, administrateurs, sociétés et autres organismes dont la demande d'adhésion, présentée en vertu du règlement applicable de la Fédération, a été acceptée.

Non-participant : Toute personne qui accompagne un membre, une société affiliée ou un participant à une activité de la Fédération sans toutefois être inscrite à cette activité.



Médiateur : Personne nommée par la Fédération (et qui possède la formation et les connaissances requises) et dont la tâche consiste, durant tout le Congrès, à recevoir et à examiner les plaintes, à arbitrer les différends entre membres, affiliés ou participants et, au besoin, à soutenir le plaignant et le défendeur durant tout le processus d'enquête relatif à une plainte liée au Congrès ou déposée pendant celui-ci.

Participant : Tout congressiste inscrit, conférencier, invité, commanditaire, exposant, membre du personnel ou bénévole qui prend part au Congrès ou à toute autre activité de la Fédération.

Défendeur : Partie qui, selon le plaignant, a eu une conduite susceptible d'être sanctionnée.

Conduite susceptible d'être sanctionnée : Tout comportement, aux termes du Code de conduite, pour lequel la Fédération peut, à sa seule discrétion, imposer une sanction.

Témoin : Partie qui détient de l'information sur l'incident ayant donné lieu à la plainte ou qui a vu l'incident se produire.

Dépôt d'une plainte

À qui la plainte doit-elle être adressée?

1. Lorsqu'elle concerne le Congrès ou est déposée durant celui-ci, la plainte doit être adressée au médiateur de la Fédération. Le médiateur est présent sur le campus pendant toute la durée du Congrès. Pour savoir où le trouver, il suffit de s'informer à un membre du personnel de la Fédération, à un bénévole ou au Centre d'information. Il est aussi possible de joindre le médiateur par courriel : ombud@ideas-idees.ca.
2. Lorsque la plainte ne concerne pas le Congrès ou n'est pas déposée durant celui-ci, elle doit être adressée au comité disciplinaire de la Fédération : ombud@ideas-idees.ca

Si vous avez le sentiment, à quelque moment que ce soit, que votre sécurité personnelle est menacée ou que vous êtes en danger immédiat, ou si vous subissez un comportement violent ou en êtes témoin, nous vous encourageons à communiquer avec le service de sécurité sur le campus (durant le Congrès) ou à composer le 911.

Comment la plainte doit-elle être déposée?

Dans la mesure du possible, la plainte doit être déposée par écrit. Les plaintes doivent comprendre ce qui suit :

- Nom et coordonnées du plaignant
- Nom du défendeur (s'il est connu) ou toute caractéristique connue permettant d'identifier le défendeur



- Nature de la conduite donnant lieu à la plainte, y compris une description la plus détaillée possible de l'incident
- Le cas échéant, nom et coordonnées de tous les témoins de l'incident auquel la plainte se rapporte

Examen de la plainte : résolution informelle

Plainte reçue par le médiateur

1. Le médiateur communiquera avec le plaignant dans les plus brefs délais pour obtenir tous les renseignements requis sur l'incident.
2. Il déterminera ensuite si les renseignements sont suffisants pour déclencher le processus d'enquête et si la conduite alléguée, dans le cas où elle s'avérerait, est susceptible d'être sanctionnée en vertu du Code de conduite.
3. Le médiateur fera enquête et déterminera, en consultation avec le plaignant et le défendeur, si le différend peut être réglé de manière informelle. Pour en arriver à une résolution informelle, le médiateur pourra, entre autres, arbitrer le différend entre les parties, rappeler au défendeur ses obligations en vertu du Code de conduite ou demander au défendeur de mettre fin à la conduite alléguée.
4. Si le médiateur détermine que la plainte ne peut être réglée de manière informelle, ou si le plaignant refuse toute résolution informelle, le médiateur fera part de ses conclusions au comité disciplinaire.

Plainte reçue par le comité disciplinaire

Si la plainte est reçue directement par le comité disciplinaire, celui-ci l'examinera et tentera d'en arriver à une résolution informelle en suivant la démarche ci-dessus.

Enquête officielle

Si la plainte ne peut être réglée de manière informelle, le comité disciplinaire déclenchera une enquête officielle. Le comité, en consultation avec le président de la Fédération, déterminera s'il mènera lui-même l'enquête ou s'il la confiera à un enquêteur externe. Il prendra cette décision en fonction des facteurs suivants :

- Nature, gravité et complexité des allégations
- Présence de conflits d'intérêts ou de partis pris (réels ou raisonnablement perçus)
- Niveau d'expertise et formation des membres du comité
- Nécessité d'agir de manière opportune



Si la plainte ne se rapporte pas au Code de conduite ou ne concerne pas une conduite susceptible d'être sanctionnée, ou encore si les renseignements recueillis sont insuffisants ou peu probants, une enquête ne sera pas déclenchée.

Mesures provisoires

Le comité disciplinaire, en consultation avec le président de la Fédération, pourra déterminer s'il y a lieu de prendre des mesures provisoires, selon la nature des allégations ou les parties à la plainte, afin que les membres, sociétés affiliées ou participants puissent continuer à prendre part à l'activité (ou aux activités) de la Fédération en toute sécurité. La nécessité, la nature et la durée des mesures provisoires seront déterminées au cas par cas; les mesures pourront comprendre une expulsion temporaire de l'ensemble ou d'une partie des activités de la Fédération.

Processus d'enquête

L'enquête doit être approfondie, objective et juste, et être menée le plus promptement possible. Elle doit comprendre ce qui suit :

- Entrevues avec le plaignant et le défendeur
- Entrevues avec tous les témoins disponibles et pertinents
- Collecte de toutes les preuves disponibles et pertinentes

Une fois l'enquête terminée, les enquêteurs doivent examiner les preuves, évaluer la crédibilité des parties et des témoins, déterminer si les allégations de conduite susceptible d'être sanctionnée sont fondées et, si c'est le cas, dégager des conclusions selon l'information dont ils disposent sur la conduite en question.

Les enquêteurs doivent ensuite préparer un rapport résumant l'enquête et les conclusions qu'ils en ont dégagées. Ce rapport d'enquête servira à recommander les sanctions à imposer. **Sauf exception indiquée expressément aux présentes, l'enquête sera menée dans la plus stricte confidentialité.**

Impartialité et confidentialité de la procédure

Les deux parties à la plainte ont droit à un traitement impartial durant tout le processus d'enquête. Chaque partie a le droit d'être informée des allégations et de la réponse aux allégations, et a le droit de fournir sa version des faits.

Par souci d'impartialité envers le défendeur, et pour préserver l'intégrité de l'enquête, la Fédération et les enquêteurs doivent s'abstenir d'émettre des conclusions ou des déclarations et de se prononcer sur le bien-fondé des allégations tant que l'enquête n'est pas terminée.

En tout temps durant le processus d'enquête, les éléments de la plainte, les allégations, l'identité des parties et des témoins ainsi que les dépositions des parties doivent demeurer confidentiels, à moins que leur divulgation ne soit indispensable à l'impartialité de l'enquête. Si cela se révèle nécessaire pour



identifier un témoin ou une partie, mener l'enquête correctement ou appliquer les sanctions, l'association du défendeur peut être mise au courant de la plainte. Dans ce cas, seuls les renseignements requis aux fins ci-dessus seront communiqués à l'association.

Durant tout le processus d'enquête, qui doit être exécuté le plus promptement possible, les enquêteurs doivent rendre compte régulièrement du progrès de l'enquête au plaignant et au défendeur.

Une fois la rédaction du rapport d'enquête terminée, le plaignant et le défendeur ont droit à un résumé de ce rapport dans lequel sont indiquées les conclusions de l'enquête. Aucune partie n'a le droit de connaître l'identité des témoins et de toute autre partie ni d'être informée du contenu des dépositions. La Fédération est tenue de respecter en tout temps ses obligations aux termes de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques*.

Lorsque la plainte est traitée par le médiateur (c.-à-d. dans le contexte du Congrès), le plaignant et le défendeur peuvent faire appel au médiateur durant tout le processus d'enquête afin d'obtenir du soutien et de l'information. Lorsqu'aucun médiateur n'examine la plainte, ou lorsque le mandat du médiateur est terminé, toutes les requêtes concernant le processus d'enquêtes doivent être envoyées directement au comité disciplinaire.

Remarque : Les personnes non concernées par la plainte n'ont pas le droit d'obtenir des renseignements sur la plainte, l'enquête et les résultats de celle-ci.

Sanctions en cas d'allégations fondées

Une fois la rédaction du rapport d'enquête terminée, si les allégations de conduite susceptible d'être sanctionnée sont fondées, le comité disciplinaire examinera la gravité de la conduite et recommandera des sanctions appropriées au président de la Fédération. Les sanctions peuvent inclure toutes celles indiquées dans le Code de conduite, y compris une radiation définitive de la Fédération ou une expulsion permanente de ses activités.

Le comité disciplinaire doit décider des sanctions appropriées le plus rapidement possible, puis communiquer sa décision au défendeur et au plaignant.

Les sanctions visent à corriger la conduite et à permettre à la Fédération de continuer d'offrir une expérience collective sécuritaire et respectueuse. **La Fédération n'a pas le pouvoir d'imposer quelque sanction pécuniaire que ce soit.**

Les résultats des enquêtes et les sanctions imposées seront communiqués au conseil d'administration de la Fédération. Les sanctions recommandées qui donnent lieu à une radiation ou à une expulsion doivent être approuvées par le conseil d'administration et mises en œuvre conformément au règlement applicable.



Réparation au plaignant

Le Code de conduite et la procédure d'enquête sur les plaintes visent à permettre le traitement rapide et approprié des plaintes déposées par les membres de la Fédération et les participants à ses activités, afin d'assurer une expérience collective sécuritaire et respectueuse. La Fédération n'est pas tenue d'offrir une autre forme de réparation au plaignant ni à toute autre partie en lien avec la plainte.

Mise-a-jour : 29 mai 2020